

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 13 MARS 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – DON JOURS DE REPOS –  
CRÉATION FONDS DE SOLIDARITÉ**

L'an deux mille dix-neuf, le treize du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

## **OBJET : 2.2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – DON JOURS DE REPOS – CRÉATION FONDS DE SOLIDARITÉ**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

La loi n° 2014-459 du 9 mai 2014 permet aux salariés du secteur privé, en accord avec leur employeur, de renoncer à une partie de leurs jours de repos au bénéfice d'un collègue, parent d'un enfant gravement malade. Le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 (modifié par le décret 2018-874 pris pour l'application de la loi n°2018-84 du 13 février 2018) transpose le dispositif préexistant aux agents de la fonction publique.

Ainsi, un agent public peut dorénavant renoncer, sur sa demande, de manière anonyme et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris (qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne temps) au bénéfice d'un autre agent public relevant du même employeur, qui assume la charge d'un enfant malade âgé de moins de 20 ans, ou qui aide un proche atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap.

### **LES PRINCIPES :**

A sa demande et en accord avec la collectivité, un agent titulaire ou contractuel de droit public peut renoncer anonymement et sans contrepartie à une partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne temps, et à des jours d'A.R.T.T. Il est proposé au bureau d'étendre aussi ces modalités aux agents de droit privé (en anticipation d'un futur accord d'entreprise).

Les jours d'A.R.T.T. peuvent être cédés en tout ou partie. En revanche, les congés annuels ne peuvent être donnés que pour tout ou partie de leur durée excédant 20 jours ouvrés. Les jours de repos compensateur et les jours de congé bonifié ne peuvent pas faire l'objet d'un don.

L'agent volontaire pour le don concède ses jours à un autre agent de la collectivité qui doit assumer la charge d'un enfant âgé de moins de vingt ans, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants ; ou à un autre agent qui vient en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap, lorsque cette personne est, pour le bénéficiaire du don, l'une de celles mentionnées aux 1° à 9° de l'article L. 3142-16 du code du travail.

### **LA PROCEDURE DE DON DE JOURS :**

- L'agent qui souhaite faire un don de jours :

Un fonds de solidarité de dons de jours de repos est créé et sera crédité des jours qui y ont été versés depuis sa création. L'agent cédant des jours de repos signifie par écrit à l'autorité territoriale le don de jours de repos correspondants en remplissant un formulaire. Le don devient définitif après accord de l'autorité territoriale.

Une fois le don validé, le service des ressources humaines en informe le donateur et défalque de son solde le nombre de jours cédés pour le verser dans le fonds de solidarité de dons de jours de repos.

- L'agent qui souhaite bénéficier d'un don de jours de repos :

L'agent qui souhaite bénéficier d'un don de jours de repos formule sa demande par écrit auprès du service des ressources humaines. Toutefois, il est demandé à tout agent souhaitant bénéficier du don de jours solidaires, que ce soit pour enfant malade ou en tant que proche aidant, de procéder en premier lieu et avant tout recours au dispositif du don, à l'utilisation de ses congés annuels, A.R.T.T. et compte épargne temps s'il en possède un.

Le nombre de jours dont l'agent peut bénéficier au titre du « fonds de solidarité de dons de jours » est plafonné au maximum à 90 par an.

Le service des ressources humaines informe l'agent demandeur de sa décision dans un délai de 15 jours et en cas d'avis favorable, sa hiérarchie ne peut s'opposer à l'utilisation des dons de jours de repos, même pour nécessité de service.

A la différence des congés annuels, l'absence du service de l'agent bénéficiaire d'un don de jours de repos peut excéder 31 jours consécutifs.

Le comité technique, sollicité sur ce dossier lors de sa séance en date du 12 mars 2019, a émis un avis favorable.

Après en avoir débattu, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **APPLIQUER** aux agents publics du syndicat les dispositions du décret n°2015-580 du 29 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade ou à un proche aidant,
- **CRÉER** un fonds de solidarité de dons de jours de repos,
- **DIRE** que ce dispositif aura vocation à s'appliquer à tous les agents publics et privés à la fin de validité de l'accord de transition anticipé.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL